

N° 5304

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

**PROPOSITION DE LOI**

**portant réforme de l'autorité parentale et instaurant  
la permanence du couple parental**

\* \* \*

*Dépôt (M. Jacques-Yves Henckes) et transmission  
à la Conférence des Présidents (20.2.2004)*

*Déclaration de recevabilité et transmission au Conseil d'Etat  
et au Gouvernement (9.3.2004)*

**SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Exposé des motifs.....	1
2) Texte de la proposition de loi .....	3
3) Commentaire des articles .....	6

\*

**EXPOSE DES MOTIFS**

L'autorité parentale comporte un ensemble de droits et de devoirs corrélatifs pour les parents et les enfants, mais aussi une égalité de droits et de devoirs de chacun des parents à l'égard de l'enfant. L'autorité parentale, appartenant aux père et mère, a une finalité: protéger l'enfant et assurer son éducation. Pour répondre à cette finalité, l'autorité parentale doit reposer sur une coparentalité.

Actuellement tel n'est pas le cas pour les enfants de parents divorcés ou séparés, les enfants de concubins et bientôt les enfants de parents ayant fait une déclaration de partenariat, le projet de loi, connu sous le nom de PACS, se trouvant actuellement en discussions dans la commission juridique de la Chambre.

La présente proposition de loi a pour but de détacher la notion d'autorité parentale du couple conjugal. Ce n'est plus le couple conjugal qui est au centre des dispositions concernant l'autorité parentale mais le couple parental.

En effet, le droit actuel de l'autorité parentale varie selon que l'enfant est légitime ou naturel. Il privilégie l'exercice unilatéral par la mère non mariée.

Ces inégalités entre enfants se conjuguent avec un traitement inégalitaire, qui se cristallise autour de la notion de „résidence habituelle“ quand les deux parents vivent séparément. En effet, en l'état du droit positif, le juge est tenu de fixer une résidence habituelle à l'enfant de parents séparés. Dans l'immense majorité des cas la résidence des enfants est fixée chez la mère, plus rarement chez le père, la résidence alternée semble inexistante.

La présente proposition de loi entend réformer les dispositions du code civil relatives à l'autorité parentale pour garantir à tous les enfants les mêmes droits quel que soit le statut des parents (mariés, divorcés, séparés, concubins ou ayant fait une déclaration de partenariat) et ce même après la séparation éventuelle des parents.

La proposition de loi affirme la permanence du couple parental qui doit survivre au couple conjugal. La séparation des parents, peu importe le mode de vie commun choisi, doit être sans incidence sur les

règles qui régissent l'autorité parentale: les parents doivent être tenus de continuer à pourvoir à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants. Les enfants ne doivent pas faire les frais du mode de vie choisi par les parents. Les droits et devoirs respectifs doivent être les mêmes.

La distinction enfant légitime issu du mariage et enfant naturel doit être éliminée. Les responsabilités des père et mère doivent être les mêmes. L'enfant doit toujours avoir un père et une mère qui s'occupent de lui, qui sont à son écoute.

La proposition de loi veut également donner certains droits aux beaux-parents.

Elle s'inscrit dans le droit international et européen et est en conformité avec la convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, ratifiée par le Luxembourg le 20 décembre 1993. La proposition de loi entend notamment compléter les dispositions de la convention en donnant un effet direct aux dispositions relatives à l'autorité parentale qui ne constituent que des déclarations d'intention ou des recommandations et qui n'ont pas d'effet direct en droit interne.

L'évolution des modes de vie familiaux rend une telle réforme indispensable.

En effet, en 2002 ce sont 1.239 enfants (23,2%) qui sont nés hors mariage sur un total de 5.345 naissances. Ce chiffre est en augmentation constante depuis 1995 où l'on ne comptait que 711 (13,1%) enfants naturels sur 5.412 naissances. La plupart des enfants naturels sont reconnus par leur père, mais dans certains cas les pères naturels refusent cette reconnaissance afin de se soustraire à leur responsabilité parentale ou encore par ignorance de la procédure. Plus de 1.000 divorces sont prononcés chaque année pour environ 2.000 mariages. Parmi les divorces, 45% concernent des couples sans enfants et 55% des couples avec enfants. Le nombre des enfants concernés est d'environ 1.000 par an.

La présente loi concerne donc l'ensemble des enfants vivants au pays mais plus particulièrement les enfants naturels et les enfants de parents séparés dont le nombre s'élève à plus de 2.200 en l'an 2002.

Certaines mesures d'application concrètes relatives à l'exercice en commun de l'autorité parentale ne sont pas abordées dans la présente proposition de loi, mais elles devraient faire l'objet de lois ou de règlements spécifiques. Je voudrais mentionner notamment:

1. En ce qui concerne l'école: l'inscription des enfants dans un établissement scolaire se fait en fonction du domicile des enfants. Il faut garantir que l'adresse des deux parents soit à disposition de la commune et que l'envoi des bulletins de notes et des décisions administratives ou autres concernant les enfants se fasse pour chaque parent.
2. En ce qui concerne les assurances maladie et pensions: les enfants devront être assurés auprès des caisses des deux parents. Cette mesure n'entraînera aucune charge supplémentaire et facilitera la gestion des caisses en cas de séparation des parents.
3. Les réductions tarifaires pour familles devront bénéficier à chacun des parents séparés.
4. Les déductions fiscales relatives aux pensions alimentaires devront être alignées sur celles des parents mariés, quelle que soit la situation juridique du couple avant la séparation.
5. En ce qui concerne la reconnaissance parentale: il serait utile d'envisager une cérémonie de naissance au cours de laquelle pourraient être lus les principaux articles du code civil relatif à l'autorité parentale.
6. La lecture du principal article relatif à l'autorité parentale devrait être faite avant le mariage ou la déclaration de partenariat.
7. Les différentes dispositions concernant la filiation doivent être modifiées afin de faire finalement disparaître toute référence à une filiation légitime et naturelle.

## TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

**Art. 1.–** L'article 372 du code civil prend la teneur suivante:

„L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant.

Elle appartient aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne.

Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité.“

**Art. 2.–** L'article 373 du code civil prend la teneur suivante:

„Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant.

Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur.“

L'article 373 actuel du code civil devient l'article 373-1.

**Art. 3.–** L'article 374 du code civil prend la teneur suivante:

„L'enfant a le droit d'entretenir des relations personnelles avec ses ascendants. Seuls des motifs graves peuvent faire obstacle à ce droit.

Si tel est l'intérêt de l'enfant, le tribunal fixe les modalités des relations entre l'enfant et un tiers, parent ou non.“

**Art. 4.–** Avant l'article 375 nouveau du code civil, il est inséré une division et un intitulé ainsi rédigé:  
„Paragraphe 1.– Principes généraux“.

L'article 375 du code civil prend la teneur suivante:

„Les père et mère exercent en commun l'autorité parentale.

Toutefois, lorsque la filiation est établie à l'égard de l'un d'entre eux plus d'un an après la naissance d'un enfant dont la filiation est déjà établie à l'égard de l'autre, celui-ci reste seul investi de l'exercice de l'autorité parentale. Il en est de même lorsque la filiation est judiciairement déclarée à l'égard du second parent de l'enfant.

L'autorité parentale pourra néanmoins être exercée en commun par les deux parents s'ils en font la déclaration conjointe devant le juge des tutelles.“

L'article 375-1 du code civil prend la teneur suivante:

„Si les père et mère ne parviennent pas à s'accorder sur ce qu'exige l'intérêt de l'enfant, le parent le plus diligent pourra saisir le juge des tutelles qui statuera après avoir tenté de concilier les parties.“

L'article 375-2 du code civil prend la teneur suivante:

„A l'égard des tiers de bonne foi, chacun des parents est réputé agir avec l'accord de l'autre, quand il fait seul un acte usuel de l'autorité parentale relativement à la personne de l'enfant.“

**Art. 5.–** L'article 376 du code civil prend la teneur suivante:

„Perd l'exercice de l'autorité parentale ou en est provisoirement privé celui des père et mère qui se trouve dans l'un des cas suivants:

- 1° s'il est hors d'état de manifester sa volonté, en raison de son incapacité, de son absence ou de toute autre cause;
- 2° s'il a été condamné pénalement du chef d'inexécution de son obligation alimentaire envers l'enfant, tant qu'il n'a pas recommencé à assumer ses obligations pendant une durée de six mois au moins;
- 3° si un jugement de déchéance a été prononcé contre lui, pour ceux de ses droits qui lui ont été retirés.“

**Art. 6.–** Avant l'article 378 du code civil, il est inséré une division et un intitulé ainsi rédigés:

„Paragraphe 2: De l'exercice de l'autorité parentale par les parents séparés“.

L'article 378 du code civil prend la teneur suivante:

„La séparation des parents est sans incidence sur les règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale.

Chacun des père et mère doit maintenir des relations personnelles avec l'enfant et respecter les liens de celui-ci avec l'autre parent.

Tout changement de résidence de l'un des parents, dès lors qu'il modifie les modalités d'exercice de l'autorité parentale, doit faire l'objet d'une information préalable et en temps utile de l'autre parent. En cas de désaccord, le parent le plus diligent saisit le juge des tutelles qui statue selon ce qu'exige l'intérêt de l'enfant. Le juge répartit les frais de déplacement et ajuste en conséquence le montant de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.“

**Art. 7.**– L'article 378-1 prend la teneur suivante:

„Si l'intérêt de l'enfant le commande, le tribunal peut confier l'exercice de l'autorité parentale à l'un des deux parents.

L'exercice du droit de visite et d'hébergement ne peut être refusé à l'autre parent que pour des motifs graves.

Ce parent conserve le droit et le devoir de surveiller l'entretien et l'éducation de l'enfant. Il doit être informé des choix importants relatifs à la vie de ce dernier. Il doit respecter l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 378.“

**Art. 8.**– Un nouvel article 378-2 est inséré qui prend la teneur suivante:

„En cas de séparation entre les parents, ou entre ceux-ci et l'enfant, la contribution à son entretien et à son éducation prend la forme d'une pension alimentaire versée, selon le cas, par l'un des parents à l'autre, ou à la personne à laquelle l'enfant a été confié.

Les modalités et les garanties de cette pension alimentaire sont fixées par la convention homologuée visée à l'article 379-1 ou à défaut par le tribunal.

Cette pension peut en tout ou partie prendre la forme d'une prise en charge directe de frais exposés au profit de l'enfant.

Elle peut être en tout ou partie servie sous forme d'un droit d'usage et d'habitation.“

**Art. 9.**– Avant l'article 379 nouveau du code civil, il est inséré une division et un intitulé ainsi rédigés: „Paragraphe 3.– De l'intervention du tribunal“.

L'article 379 prend la teneur suivante:

„Le tribunal de la jeunesse règle les questions qui lui sont soumises dans le cadre du présent chapitre en veillant spécialement à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs.

Le tribunal peut prendre des mesures permettant de garantir la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun de ses parents.“

**Art. 10.**– Un article 379-1 nouveau est inséré qui prend la teneur suivante:

„Les parents peuvent saisir le tribunal afin de faire homologuer la convention par laquelle ils organisent les modalités d'exercice de l'autorité parentale et fixent la contribution à l'entretien et l'éducation de l'enfant.

Le tribunal homologue la convention sauf s'il constate qu'elle ne préserve pas suffisamment l'intérêt de l'enfant ou que le consentement des parents n'a pas été donné librement.“

**Art. 11.**– Un article 379-2 nouveau est inséré qui prend la teneur suivante:

„Le tribunal peut également être saisi par l'un des parents ou le ministère public, qui peut lui-même être saisi par un tiers, parent ou non, à l'effet de statuer sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale et sur la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.“

**Art. 12.**– Un article 379-3 nouveau est inséré qui prend la teneur suivante:

„En application des deux articles précédents, la résidence de l'enfant peut être fixée en alternance au domicile de chacun des parents ou au domicile de l'un d'eux.

A la demande de l'un des parents ou en cas de désaccord entre eux sur le mode de résidence de l'enfant, le tribunal peut ordonner à titre provisoire une résidence en alternance dont il détermine la durée. Au terme de celle-ci, le tribunal statue définitivement sur la résidence de l'enfant en alternance au domicile de chacun des parents ou au domicile de l'un d'eux."

**Art. 13.**– Un article 379-4 nouveau est inséré qui prend la teneur suivante

„En cas de désaccord, le tribunal s'efforce de concilier les parties.

A l'effet de faciliter la recherche par les parents d'un exercice consensuel de l'autorité parentale, le tribunal peut leur proposer une mesure de médiation et désigner un médiateur pour y procéder.

Il peut leur enjoindre de rencontrer un médiateur familial qui les informera sur l'objet et le déroulement de cette mesure."

**Art. 14.**– Un article 379-5 nouveau est inséré qui prend la teneur suivante:

„Lorsqu'il se prononce sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale, le tribunal prend notamment en considération

1. La pratique que les parents avaient précédemment suivie ou les accords qu'ils ont pu antérieurement conclure;
2. Les sentiments exprimés par l'enfant mineur;
3. L'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs et respecter les droits de l'autre;
4. Le résultat des expertises éventuellement effectuées, tenant compte notamment de l'âge de l'enfant;
5. Les renseignements qui ont été recueillis dans les éventuelles enquêtes et contre-enquêtes sociales."

**Art. 15.**– Un article 379-6 nouveau est inséré qui prend la teneur suivante:

„Avant toute décision fixant les modalités de l'exercice de l'autorité parentale et du droit de visite ou confiant les enfants à un tiers, le tribunal peut donner mission à toute personne qualifiée d'effectuer une enquête sociale. Celle-ci a pour but de recueillir des renseignements sur la situation de la famille et les conditions dans lesquelles vivent et sont élevés les enfants.

Si l'un des parents conteste les conclusions de l'enquête sociale, une contre-enquête peut à sa demande être ordonnée.

L'enquête sociale ne peut être utilisée dans le débat sur la cause du divorce."

**Art. 16.**– Un article 379-7 nouveau est inséré qui prend la teneur suivante:

„Les dispositions contenues dans la convention homologuée ainsi que les décisions relatives à l'exercice de l'autorité parentale peuvent être modifiées ou complétées à tout moment par le tribunal, à la demande des ou d'un parent ou du ministère public qui peut lui-même être saisi par un tiers, parent ou non."

**Art. 17.**– Avant l'article 380 nouveau du code civil, il est inséré une division et un intitulé ainsi rédigés: „Paragraphe 4.– De l'intervention des tiers".

L'article 380 prend la teneur suivante:

„La séparation des parents ne fait pas obstacle à la dévolution prévue à l'article 377, lors même que celui des père et mère qui demeure en état d'exercer l'autorité parentale aurait été privé de la garde par l'effet du jugement prononcé contre lui.

Néanmoins, le tribunal de jeunesse pourra toujours être saisi par la famille ou par le ministère public, afin de désigner un tiers comme gardien de l'enfant avec ou sans ouverture d'une tutelle.

Dans des circonstances exceptionnelles, le tribunal qui statue sur les modalités de l'exercice de l'autorité parentale après séparation des parents peut décider, du vivant même des parents, qu'en cas de décès de celui d'entre eux qui exerce cette autorité, l'enfant n'est pas confié au survivant. Il peut dans ce cas, désigner la personne à laquelle l'enfant est provisoirement confié."

**Art. 18.**– L'article 380-1 prend la teneur suivante:

„Lorsque la garde a été confiée à un tiers, les autres attributs de l'autorité parentale continuent d'être exercés par les père et mère, toutefois, la personne à qui l'enfant a été confié accomplit tous les actes usuels relatifs à sa surveillance et à son éducation.

Mais le tribunal, en désignant un tiers comme gardien provisoire, peut décider qu'il devra requérir l'ouverture d'une tutelle.“

L'article 379 actuel devient l'article 380-2

L'article 380-1 actuel devient l'article 380-3.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article 1er*

L'article 372 définit l'autorité parentale comme un ensemble de droits et de devoirs attribués aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant.

L'article 372 en définissant l'intérêt de l'enfant comme finalité de l'autorité parentale donne une place plus importante à l'enfant et à ses droits dans les décisions le concernant.

Actuellement les juridictions prennent en considération les sentiments du mineur capable de discernement lorsque les décisions le concernent directement. Veiller à ce que l'avis de l'enfant soit également pris en compte lors de l'exercice de l'autorité parentale en est une suite logique.

### *Article 2*

L'article 373 rappelle que chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation de l'enfant à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant.

Le deuxième alinéa de l'article 373 fait suite à l'abaissement de la majorité à 18 ans et à l'accroissement de la durée des études, deux faits qui tendent à donner une importance croissante à l'entretien des enfants majeurs par leurs parents.

### *Article 3*

Actuellement l'article 374 tend principalement à permettre aux grands-parents de conserver des relations personnelles avec l'enfant. Le nouvel article 374 place l'enfant au centre du dispositif et assouplit les possibilités de relations avec les tiers et pas seulement avec les grands-parents alors que des liens affectifs importants pour l'enfant peuvent exister avec d'autres personnes.

Le premier alinéa de l'article 374 détermine que l'enfant a le droit d'entretenir des relations avec les membres de chacune de ses lignées.

Le deuxième alinéa supprime, en ce qui concerne les relations de l'enfant avec un tiers, la nécessité de circonstances exceptionnelles, et il ne vise plus de façon restrictive un droit de correspondance ou un droit de visite. En considération de l'intérêt de l'enfant, le tribunal peut fixer les modalités des relations avec un tiers, parent ou non.

Le nouvel article 374 élargit pour l'enfant les possibilités de relation avec les tiers et la famille.

### *Article 4*

Actuellement les règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale diffèrent selon la situation matrimoniale des parents.

Le nouvel article 375 modifie les articles 375 et 380 actuels.

Le premier alinéa dispose que les parents exercent en commun de plein droit l'autorité parentale, quelle que soit leur situation juridique.

Cette règle de l'exercice en commun de l'autorité parentale, dès l'établissement de la filiation, souffre toutefois deux exceptions, mentionnées au deuxième alinéa.

La première exception vise l'hypothèse où la filiation à l'égard d'un parent a été établie plus d'un an après la naissance d'un enfant dont la filiation est déjà établie à l'égard de l'autre. Un établissement tardif du lien de filiation traduit, en effet, souvent un intérêt limité du parent envers son enfant. La seconde

exception concerne les cas où l'établissement du lien de filiation résulte d'un jugement. Lorsque la filiation est établie contre la volonté du père de l'enfant, il semble assez logique de ne pas lui attribuer automatiquement l'exercice de l'autorité parentale, qui suppose une volonté d'assumer ses fonctions parentales.

Dans ces deux cas, l'autorité parentale sera exercée par le premier parent qui aura reconnu l'enfant, sauf si les père et mère font une déclaration conjointe devant le juge des tutelles.

En ce qui concerne les articles 375-1 et 375-2 la référence aux époux est remplacée par une référence aux parents. Cette modification est devenue nécessaire suite aux modifications qui ne placent plus le couple conjugal au centre des dispositions concernant l'autorité parentale mais le couple parental.

#### *Article 5*

L'article 376 énumère les cas de perte de l'exercice de l'autorité parentale.

Compte tenu des moyens de communication modernes le nouvel article 376 supprime dans le premier point la référence à l'éloignement comme pouvant mettre le père ou la mère hors d'état de manifester sa volonté.

#### *Article 6*

Le nouvel article 378 introduit dans ce chapitre le principe selon lequel le couple parental n'est pas nécessairement lié au couple conjugal. Cet article fait écho à l'article 375 alinéa 1 selon lequel les parents exercent en commun de plein droit l'autorité parentale, quelle que soit leur situation juridique.

Le deuxième alinéa dispose que chacun des parents doit maintenir des relations personnelles avec l'enfant et respecter ses liens avec l'autre parent. Cette règle concerne non seulement le parent avec lequel réside l'enfant, lequel doit respecter les droits de l'autre parent, mais aussi au parent qui ne vit pas avec l'enfant ou qui n'exerce pas l'autorité parentale. Le terme de liens n'englobe non seulement les temps d'hébergement, mais aussi les relations affectives et la fonction parentale dans son ensemble.

Le dernier alinéa a pour but de favoriser le maintien des relations personnelles entre les parents et l'enfant. Il ne s'agit en aucun cas d'interdire à un parent de déménager, mais simplement de permettre aux deux parents d'en discuter, afin de trouver des solutions adaptées.

#### *Article 7*

L'article 378-1 précise que, si l'intérêt de l'enfant le commande, le tribunal peut confier l'exercice de l'autorité parentale à l'un des parents. Dans ce cas, l'exercice du droit de visite ne peut être refusé à l'autre parent que pour motif grave. Ce parent conserve le droit et le devoir de surveiller l'entretien et l'éducation de l'enfant. Il doit être informé des choix importants relatifs à la vie de ce dernier.

Le dernier alinéa de l'article souligne que les droits reconnus au parent qui n'a pas l'exercice de l'autorité parentale sont également des devoirs.

#### *Article 8*

Cet article prévoit le versement d'une pension alimentaire par un parent à l'autre ainsi que la fixation par le tribunal ou la convention homologuée de ses garanties.

Actuellement, le premier alinéa de cet article prévoit que le devoir de contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants en cas de divorce des parents prend la forme d'une pension alimentaire versée au parent chez lequel les enfants ont leur résidence habituelle ou qui exerce seul l'autorité parentale ou à la personne à laquelle les enfants ont été confiés. Le deuxième alinéa, quant à lui, précise que les modalités et les garanties de cette pension alimentaire sont fixées par le jugement ou, en cas de divorce sur demande conjointe, par la convention des époux homologuée par le tribunal.

#### *Article 9*

L'article 379 détermine la mission du tribunal dans le cadre des dispositions relatives à l'autorité parentale.

En prenant ses décisions le tribunal essaiera de préserver les liens de l'enfant avec les deux parents tout en prenant en considération l'intérêt de l'enfant.

#### *Article 10*

L'article 379-1 donne une portée générale aux accords parentaux homologués. Actuellement de tels accords sont peu valorisés par la loi.

Un système d'accords parentaux homologués permet de responsabiliser les parents à l'égard de leurs enfants et de leur faire mesurer les conséquences d'une séparation sur leurs enfants. En outre les solutions élaborées en commun seront généralement mieux respectées, mieux assumées, que des décisions imposées par décision judiciaire.

#### *Article 11*

L'article 379-2 détermine qui peut saisir le tribunal dans le cadre des modalités d'exercice de l'autorité parentale.

Il s'agit des parents et du ministère public et par le biais du ministère public des tiers.

#### *Article 12*

L'article 379-3 porte sur la résidence alternée qui peut être fixée dans le cadre des articles 379 et 379-1.

La résidence alternée permettra de renforcer les liens de l'enfant avec ses parents dans l'intérêt de l'enfant.

La résidence alternée n'impose pas un partage strict de la résidence de l'enfant entre les deux parents, mais permet également des formules souples correspondant aux actuels droits de visite élargis.

Elle suppose néanmoins une proximité géographique des domiciles, une entente minimale des parents sur les choix éducatifs et une certaine autonomie de l'enfant.

#### *Article 13*

L'article 379-4 concerne la médiation familiale.

Cet article prévoit la possibilité pour le juge de proposer aux parents une mesure de médiation et de leur enjoindre de rencontrer un médiateur pour une séance d'information sur la médiation.

La médiation est importante dans le cadre de l'autorité parentale où l'intérêt de l'enfant est en jeu. Lors de la séparation des parents il est préférable que les parents trouvent un terrain d'entente par eux-mêmes ou avec l'aide d'un médiateur.

#### *Article 14*

L'article 379-5 traite des critères de décisions du juge.

Cet article reprend les critères que le juge peut prendre en considération lorsqu'il se prononce sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale.

Il convient de noter que cette liste de critères n'est pas exhaustive.

#### *Article 15*

L'article 379-6 porte sur l'enquête sociale que le juge peut ordonner avant toute décision fixant les modalités de l'exercice de l'autorité parentale et du droit de visite ou confiant les enfants à un tiers.

#### *Article 16*

L'article 379-7 concerne les conditions de révision des conventions et des décisions du tribunal en matière de l'exercice de l'autorité parentale.

#### *Article 17*

L'article 380 nouveau reprend une partie de l'ancien article 378-1 en supprimant toute référence au mariage, divorce ou séparation de corps.

#### *Article 18*

L'article 380-1 reprend en partie l'article 378 actuel. L'article 380-4 supprime toute référence au mariage, divorce ou séparation de corps.

Cet article précise que si un enfant a été confié à un tiers, cette personne accomplit tous les actes usuels relatifs à sa surveillance et à son éducation.